

Marcel Grignard, secrétaire général adjoint, explique le sens que donne la CFDT à sa participation à la journée européenne de mobilisation du 15 décembre 2010.

### **Pourquoi la CFDT se mobilise-t-elle, à l'appel de la CES, 15 décembre contre l'austérité ?**

Parce que les effets de la crise financière de l'automne 2008 sont loin d'être résorbés. À la baisse d'activité et aux destructions d'emplois s'ajoutent désormais les conséquences de politiques d'austérité socialement injustes et économiquement contestables. Même si certains pays sont plus durement frappés que la France, comme la Hongrie, la Grèce, l'Irlande... ou souffrent globalement moins, comme l'Allemagne.

Face aux difficultés, chaque pays fait le choix de s'en sortir seul, convaincu que si son coût du travail est plus bas, s'il est plus économe dans ses dépenses publiques, il s'en sortira mieux que son voisin. Mais quand l'État voisin fait les mêmes choix économiques et sociaux, c'est l'Europe tout entière qui en paie le prix. Les États privilégient leurs intérêts nationaux de court terme. Ce faisant, ils font l'économie d'un débat difficile, mais indispensable, afin de convaincre l'opinion publique de la pertinence d'une politique commune qui fait sens et donne aux salariés en proie aux doutes quelque espérance en l'avenir.

### **Le syndicalisme européen peut-il peser sur un sujet aussi politique ?**

On ne convaincra pas les salariés des bienfaits d'une convergence des politiques macroéconomiques en Europe si l'on ne fait pas la démonstration que des choix européens seront bénéfiques pour leur emploi et leur statut social. Et qui d'autre que les syndicalistes pour faire ce travail ?

### **Que demande la CFDT face à cette situation ?**

Si les États de l'Union s'employaient à harmoniser rapidement la fiscalité des entreprises, si le socle social européen était enrichi par la mise en place d'un salaire minimum à l'échelle de l'Europe, les salariés européens se rendraient vite compte que l'Europe n'est pas un problème mais une solution. Alors, leurs gouvernements obtiendraient leur appui pour des politiques européennes plus ambitieuses.

Face aux risques économiques et sociaux d'une politique d'austérité généralisée dans l'Union, la CFDT – depuis longtemps engagée dans la construction européenne – doit convaincre de la pertinence d'une politique européenne porteuse d'avenir. Entre solidarité et replis nationaux générateurs d'exclusion et de régression, notre choix est évident.